ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 14 octobre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la nomination et à l'avancement des membres du personnel de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer transférés à la gendarmerie et portant diverses autres dispositions statutaires relatives à ces membres du personnel", a donné le 20 octobre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 14 oktober 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de benoeming en de bevordering van de personeelsleden van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie die naar de rijkswacht werden overgeplaatst en houdende diverse andere statutaire bepalingen met betrekking tot die personeelsleden", heeft op 20 oktober 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Cette motivation, dans le cas d'espèce, s'énonce comme suit dans le préambule :

> "Considérant que, abstraction faite de l'arrêté ministériel du 1er juin 1999 (M.B. 9 juin 1999), les membres de la police des chemins de fer intégrés à la gendarmerie, n'ont pas été nommés dans un grade de gendarmerie équivalent et qu'ils se trouvent dès lors actuellement dans une situation juridique peu transparente;
>
> Considérant que pour y remédier notamment l'article 62 du présent arrêté doit entrer en vigueur;
>
> Considérant que, même si ces nominations interviendront avec effet rétroactif, il convient d'assurer aux intéressés aussi vite que possible la sécurité juridique y afférente;
>
> Considérant ensuite que, conformément à l'article 69 du présent arrêté, pour accéder à la formation du personnel du corps opérationnel avec compétence de police générale, les demandes doivent être introduites pour le 31 décembre 1999, pour pouvoir achever ainsi les cours et examens avant l'entrée en vigueur de la police intégrée, structurée à deux niveaux;
>
> Considérant que conformément à l'engagement pris par les autorités dans le protocole, les membres du personnel concernés doivent être informés de l'organisation concrète des cours et examens susvisés (planning, contenu de l'enseignement, conditions de réussite);
>
> Considérant que, vu l'article 69, la première de ces conditions en est, la réalisation immédiate du présent arrêté;".

*

* *

Tout comme avant le remplacement de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat par la loi du 4 août 1996, la communication de l'avis de la section de législation ne peut être demandée dans un délai ne dépassant pas trois jours qu'"en cas d'urgence spécialement motivée dans la demande" (1). A l'heure actuelle, la loi ajoute qu'en pareil cas, "la motivation figurant dans la demande sera reproduite dans le préambule de l'acte réglementaire".

Cette dernière exigence a été imposée par le législateur afin de prévenir des abus éventuels. Une autorité qui invoque à tort l'urgence pour obtenir un avis dans les trois jours court le risque de voir annuler son arrêté par le Conseil d'Etat, section d'administration, pour insuffisance de motifs (2).

Dans le cas d'espèce, la motivation de l'urgence se fonde sur deux justifications qu'il convient d'examiner.

1. La première justification est liée au transfert des membres de la police des chemins de fer vers le corps opérationnel de la gendarmerie.

Aux termes de l'article 20 de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police

---

(1) Article 84, alinéa 1er, 2°.

(2) Exposé des motifs accompagnant le projet qui a abouti à la loi du 4 août 1996 (Doc. parl., Sénat, 1995-1996, n° 321-1, pp. 14-15); rapport émis au nom de la Commission du Sénat (Doc. parl., Sénat, 1995-1996, n° 321-6, p. 24).

aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie :

> "Au maximum 158 membres du personnel de la police des chemins de fer sont, à leur demande en vue de leur transfert ultérieur au corps opérationnel de la gendarmerie, mis à la disposition de la gendarmerie par la Société nationale des chemins de fer belges pour une période de trois mois avant la date de ce transfert.
>
> (...)
>
> (...)
>
> A la fin de cette mise à la disposition le membre du personnel de la police des chemins de fer peut être transféré vers le corps opérationnel de la gendarmerie, catégorie de personnel à compétence de police spéciale, aux conditions visées à l'article 11, § 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.".

En vertu de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 janvier 1999 portant la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie et portant organisation de l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie :

> "Dès leur transfert au corps opérationnel de la gendarmerie, les anciens membres de la police des chemins de fer sont soumis au statut du corps opérationnel tel que fixé par la loi du 27 décembre 1973, mais en conservant leur compétence de police spéciale. Ces membres du personnel sont nommés à la date du transfert fixée par Nous dans le grade équivalent déterminé par Nous.".

Par un arrêté royal du 1er février 1999, le Roi a notamment organisé les modalités de transfert de certains membres du personnel de la Société nationale des chemins de fer belges vers la gendarmerie.

L'article 3 de cet arrêté royal fixe la date de ce transfert au 1er juin 1999 et prévoit que les membres du personnel ainsi transférés sont nommés dans les grades équivalents déterminés conformément au tableau annexé au même arrêté royal.

Enfin, l'article 5 du même arrêté donne compétence au Roi, sur la proposition conjointe des ministres compétents pour la Société nationale des chemins de fer belges et pour la gendarmerie, d'établir une liste nominative des membres du personnel ainsi transférés.

Ce dernier arrêté royal n'est pas encore intervenu.

En réalité, c'est un simple arrêté ministériel du 1er juin 1999 qui a fixé cette liste nominative en violation de l'article 5 précité mais aussi en violation de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 janvier 1999, précité.

Afin de régulariser le transfert de ces membres du personnel de la police des chemins de fer vers la gendarmerie, il convient de prendre un arrêté royal établissant la liste nominative de ces personnes transférées et de les nommer à la date de leur transfert, soit le 1er juin 1999, à un grade équivalent de la gendarmerie.

Il ressort du préambule de l'arrêté en projet qu'à cet égard l'article 62 du projet doit produire ses effets au 1er juin 1999.

Cette disposition ne peut cependant pas à elle seule être prise en considération pour régulariser le transfert évoqué, celle-ci ne concernant que les membres du personnel de la police des chemins de fer revêtus du grade d'officier de police des chemins de fer.

En conséquence, cette première justification de l'urgence n'est pas en soi pertinente en tant qu'elle ne régularise pas le transfert opéré par l'arrêté ministériel du 1er juin 1999, précité.

2. La seconde justification se fonde sur la volonté de l'auteur du projet de mettre rapidement en oeuvre les formations (1) donnant accès au corps opérationnel de la gendarmerie avec compétence de police générale afin que les cours et les examens soient achevés avant l'entrée en vigueur de la police intégrée, structurée à deux niveaux.

Les demandes pour avoir accès à ces formations doivent être introduites au plus tard le 31 décembre 1999.

A cette fin, l'article 69 du projet modifie l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 26 janvier 1999 portant la mise en vigueur de certaines dispositions de la

---

(1) Il y a lieu de remarquer que le quatrième considérant du préambule, dans le texte néerlandais, utilise le terme "personeelsformatie", alors que le texte français parle d'accès à la formation, ce qui est conforme à l'intention de l'auteur du projet.

loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie et portant organisation de l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie.

Cette disposition prévoit actuellement que les membres du personnel de la SNCB transférés vers le corps opérationnel de la gendarmerie à compétence de police spéciale et les membres de la police maritime et de la police aéronautique transférés vers la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, peuvent à partir de la date de leur transfert, respectivement demander leur transfert, pour les premiers, vers la catégorie de personnel à compétence de police générale du corps opérationnel de la gendarmerie et pour les seconds, vers la catégorie du personnel à compétence spéciale ou celle à compétence générale du corps opérationnel de la gendarmerie.

Ces demandes de transfert interne à la gendarmerie doivent être adressées dans les vingt-quatre mois de la date de leur transfert de la SNCB ou du Ministère des Communications et de l'Infrastructure ou de la Société anonyme de droit public "Brussels International Airport Company".

Ces personnes disposent donc d'un délai de deux ans pour faire leur choix d'intégration au sein des services de la gendarmerie.

Compte tenu des dates de leur transfert, soit le 1er mars 1999 pour les membres du personnel de la police

aéronautique, soit le 1er avril 1999 pour les membres de la police maritime et le 1er juin pour les membres de la police des chemins de fer, leur choix peut actuellement intervenir respectivement jusqu'au 1er mars 2001, 1er avril 2001 et 1er juin 2001, c'est-à-dire à des dates postérieures à la mise en oeuvre complète de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 260, alinéa 5, de cette loi prévoyant une entrée en vigueur globale au 1er janvier 2001.

L'auteur du projet a décidé de changer ce calendrier en modifiant l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 26 janvier 1999, précité.

Il est désormais prévu que les membres du personnel précités doivent adresser leur demande de transfert vers la catégorie de personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel avant le 1er décembre 2000 ou vers la catégorie de personnel à compétence de police générale du corps opérationnel avant le 31 décembre 1999.

A s'en tenir aux articles 260, alinéa 5, et 242, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, la police intégrée sera complètement mise en oeuvre au 1er janvier 2001 et les membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie disposeront alors d'un délai de trois mois, soit jusqu'au 1er mars 2001, pour faire le choix des dispositions statutaires qui leur seront applicables au sein de la police intégrée c'est-à-dire soit le statut de la police intégrée soit le statut qui les régit à ce moment-là.

Le préambule de l’arrêté en projet, tel qu’il est actuellement libellé, ne permet pas au Conseil d’Etat de connaître et de comprendre les raisons pertinentes pour lesquelles l’auteur du projet entend modifier les échéances initialement prévues par l’arrêté royal du 26 janvier 1999 précité, avec pour conséquence que la demande d’avis devient à ce point urgente que celui-ci est requis dans un délai ne dépassant pas trois jours.

En conclusion, les motivations avancées pour justifier le recours à la procédure d’urgence devant la section de législation du conseil d’Etat ne sont pas conformes à ce que prescrit l’article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d’Etat.

La demande d’avis doit en conséquence être déclarée irrecevable.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2˚, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de aanhef aldus :

> "Overwegende dat, het ministerieel besluit van 1 juni 1999 (B.S., 9 juni 1999) niet te na gesproken, de in de rijkswacht geïntegreerde leden van de spoorwegpolitie zich thans in een weinig transparante juridische situatie bevinden nu zij nog niet in de gelijkwaardige rijkswachtgraad werden benoemd;
>
> Overwegende dat o.a. artikel 62 van dit besluit daartoe in werking moet zijn getreden;
>
> Overwegende dat, zelfs indien die benoemingen met terugwerkende kracht zullen geschieden, het betaamt dat desbetreffend zo snel mogelijk aan betrokkenen rechtszekerheid wordt geboden;
>
> Overwegende dat verder, overeenkomstig artikel 69 van dit besluit, de aanvragen om toe te treden tot de personeelsformatie met algemene politiebevoegdheid van het operationeel korps, moeten worden ingediend voor 31 december 1999, om zodoende de cursussen en examens te kunnen afronden vóór de inwerkingtreding van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;
>
> Overwegende dat overeenkomstig het door de overheid in het protocol geuite engagement, de betrokken personeelsleden over de concrete organisatie (planning, leerinhoud, voorwaarden om te slagen) van voormelde cursussen en examens moeten worden ingelicht;
>
> Overwegende dat, gelet op het artikel 69, de eerste voorwaarde daartoe is, de onmiddellijke totstandkoming van dit besluit;".

*
* *

Net als voordat artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bij de wet van 4 augustus 1996 werd vervangen, mag slechts "in spoedeisende gevallen die in de aanvraag met bijzondere redenen worden omkleed" (1), worden gevraagd dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt meegedeeld. Thans bepaalt de wet bovendien dat in dit geval "de motivering die in de aanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van de verordening (wordt) overgenomen".

De wetgever heeft laatstgenoemde dwingende bepaling ingevoegd om eventuele misbruiken te voorkomen. Een overheid die ten onrechte om een spoedbehandeling verzoekt opdat haar binnen drie dagen advies wordt verstrekt, loopt het risico dat haar besluit door de Raad van State, afdeling administratie, wordt vernietigd op de grond dat de motivering ontoereikend is (2).

In het onderhavige geval is de motivering van het verzoek om spoedbehandeling gebaseerd op twee redenen die behoren te worden onderzocht.

---

(1) Artikel 84, eerste lid, 2°.

(2) Memorie van toelichting bij het ontwerp dat tot de wet van 4 augustus 1996 heeft geleid (Gedr. St., Senaat, 1995-1996, nr. 321-1, blz. 14-15); verslag namens de Senaatscommissie (Gedr. St., Senaat, 1995-1996, nr. 321-6, blz. 24).

1. De eerste reden houdt verband met de overplaatsing van de personeelsleden van de spoorwegpolitie naar het operationeel korps van de rijkswacht.

Artikel 20 van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht bepaalt het volgende :

> "Maximum 158 personeelsleden van de spoorwegpolitie worden, op hun vraag met het oog op hun latere overplaatsing naar het operationeel korps van de rijkswacht, door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ter beschikking van de rijkswacht gesteld voor een periode van drie maanden voor de datum van hun overplaatsing.
>
> (...)
>
> (...)
>
> Op het einde van de terbeschikkingstelling kan het personeelslid van de spoorwegpolitie worden overgeplaatst naar het operationeel korps van de rijkswacht, personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid, onder de voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 2, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht.".

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 januari 1999 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht en houdende de regeling van de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht luidt aldus :

> "Vanaf hun overplaatsing naar het operationeel korps ressorteren de naar het operationeel korps overgeplaatste personeelsleden van de spoorwegpolitie onder het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, zoals bepaald bij de wet van 27 december 1973, met het behoud van hun bijzondere politiebevoegdheid. Deze personeelsleden worden op de door Ons bepaalde datum van overplaatsing benoemd in de door Ons vastgelegde gelijkwaardige graad.".

Bij een koninklijk besluit van 1 februari 1999 heeft de Koning inzonderheid de nadere regels vastgesteld voor de overplaatsing van sommige personeelsleden van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen naar de Rijkswacht.

Artikel 3 van dat koninklijk besluit bepaalt dat die overplaatsing op 1 juni 1999 geschiedt en dat de aldus overgeplaatste personeelsleden worden benoemd in de gelijkwaardige graden die bepaald worden overeenkomstig de tabel die bij hetzelfde koninklijk besluit als bijlage gaat.

Tot slot wordt bij artikel 5 van hetzelfde besluit aan de Koning de bevoegdheid verleend om, op de gezamenlijke voordracht van de ministers die bevoegd zijn voor de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en voor de rijkswacht, een naamlijst op te stellen van de personeelsleden die aldus worden overgeplaatst.

Dat koninklijk besluit is nog niet vastgesteld.

In werkelijkheid is die naamlijst louter vastgesteld bij een ministerieel besluit van 1 juni 1999, wat in strijd is met het voornoemde artikel 5, maar ook met het voornoemde artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 januari 1999.

Om de overplaatsing van die personeelsleden van de spoorwegpolitie naar de rijkswacht te regulariseren, moet een koninklijk besluit worden uitgevaardigd waarin de naamlijst van die overgeplaatste personen wordt vastgesteld en moeten de betrokkenen op de datum van hun overplaatsing, namelijk 1 juni 1999, in een gelijkwaardige graad van de rijkswacht worden benoemd.

Uit de aanhef van het ontworpen besluit blijkt dat in dat verband artikel 62 van het ontwerp in werking moet treden met ingang van 1 juni 1999.

Om de genoemde overplaatsing te regulariseren, is het evenwel niet voldoende alleen deze bepaling in aanmerking te nemen, aangezien die alleen betrekking heeft op de personeelsleden van de spoorwegpolitie die de graad van politieofficier van spoorwegpolitie hebben.

Bijgevolg is die eerste reden voor het verzoek om spoedbehandeling op zich niet relevant, aangezien ze de overplaatsing die krachtens het voornoemde ministerieel besluit van 1 juni 1999 is geschied, niet regulariseert.

2. De tweede reden is gebaseerd op het feit dat de steller van het ontwerp snel werk wil maken van de

opleidingen (1) die toegang verlenen tot de personeelscategorie met algemene politiebevoegdheid van het operationeel korps van de rijkswacht, zodat de cursussen en examens kunnen worden afgerond vóór de totstandkoming van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus.

De aanvragen om aan die opleidingen te mogen deelnemen, moeten uiterlijk 31 december 1999 ingekomen zijn.

Daartoe wordt artikel 6, § 3, van het koninklijk besluit van 26 januari 1999 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht en houdende de regeling van de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, bij artikel 69 van het ontwerp gewijzigd.

Dat artikel 6, § 3, bepaalt thans dat de personeelsleden van de NMBS die overgeplaatst zijn naar het operationeel korps met bijzondere politiebevoegdheid van de rijkswacht en de leden van de zeevaartpolitie en de luchtvaartpolitie die overgeplaatst zijn naar de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, vanaf de datum van hun overplaatsing, respectievelijk een aanvraag kunnen indienen om over te gaan naar de personeelscategorie met

---

(1) Op te merken valt dat in de Nederlandse tekst van de vierde considerans van de aanhef het woord "personeelsformatie" wordt gebruikt, terwijl in de Franse tekst sprake is van "accès à la formation", wat overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp.

algemene politiebevoegdheid van het operationeel korps van de rijkswacht wat de eerstgenoemden betreft en naar de personeelscategorie met bijzondere bevoegdheid of met algemene bevoegdheid van het operationeel korps van de rijkswacht wat de laatstgenoemden betreft.

De betrokkenen moeten hun aanvraag om binnen de rijkswacht naar een andere personeelscategorie over te gaan, indienen binnen vierentwintig maanden nadat ze van de NMBS, het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur of de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Brussels International Airport Company" naar de rijkswacht zijn overgeplaatst.

Ze hebben dus twee jaar de tijd om te kiezen in welke dienst van de rijkswacht ze willen worden opgenomen.

Gelet op de datum van hun overplaatsing, namelijk 1 maart 1999 voor de personeelsleden van de luchtvaartpolitie, 1 april 1999 voor de personeelsleden van de zeevaartpolitie en 1 juni 1999 voor de personeelsleden van de spoorwegpolitie, hebben de betrokkenen nu respectievelijk tot 1 maart 2001, 1 april 2001 en 1 juni 2001 de tijd om een keuze te maken, dus nadat de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, volledig in werking is getreden, aangezien artikel 260, vijfde lid, van die wet bepaalt dat de wet in haar geheel in werking zal zijn getreden op 1 januari 2001.

De steller van het ontwerp heeft besloten om dat tijdschema te herzien door artikel 6, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 januari 1999 te wijzigen.

Voortaan wordt bepaald dat de voormelde personeelsleden hun verzoek om overgeplaatst te worden naar de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps moeten indienen vóór 1 december 2000 of hun verzoek om overgeplaatst te worden naar de personeelscategorie met algemene politiebevoegdheid van het operationeel korps moeten indienen vóór 31 december 1999.

Afgaande op artikel 260, vijfde lid, en artikel 242, derde lid, van de voornoemde wet van 7 december 1998 zal de geïntegreerde politie op 1 januari 2001 volledig ingesteld zijn en de leden van het operationeel korps en van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht zullen dan drie maanden, dit betekent tot 1 maart 2001, de tijd hebben om te kiezen welke rechtspositionele bepalingen binnen de geïntegreerde politie op hen van toepassing zullen zijn, namelijk ofwel het statuut van de geïntegreerde politie, ofwel het statuut dat op dat ogenblik op hen van toepassing is.

Uit de huidige formulering van de aanhef van het ontworpen besluit kan de Raad van State niet opmaken noch begrijpen om welke relevante redenen de steller van het ontwerp de oorspronkelijke termijnen die bij het voornoemde koninklijk besluit van 26 januari 1999 zijn gesteld, wil wijzigen, met als gevolg dat de adviesaanvraag zo

spoedeisend wordt dat het advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen moet worden verstrekt.

Het besluit is dan ook dat de redenen die zijn aangevoerd om de spoedprocedure bij de afdeling wetgeving van de Raad van State in te stellen, niet stroken met hetgeen in artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is bepaald.

De adviesaanvraag moet bijgevolg niet-ontvankelijk worden verklaard.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

P. LIENARDY, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

J.-M. FAVRESSE, assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme F. CARLIER, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. CARLIER, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN